

|  |
| --- |
| Note d’information sur la situation économique nationale  Deuxième Trimestre 2025    **L’arrêté des comptes nationaux fait ressortir une amélioration de la croissance économique nationale, qui s’est établie à 5,5% au deuxième trimestre 2025 contre 3% durant la même période de l’année 2024. Les activités non agricoles ont enregistré une hausse de 5,5%, tandis que celles du secteur agricole ont progressé de 4,7%.**  **Cette croissance a été portée par la demande intérieure, dans un contexte marqué par une maîtrise de l’inflation et une aggravation des besoins de financement de l’économie nationale.** Forte croissance des activités secondaires **La valeur ajoutée du secteur secondaire** en volume, corrigée des variations saisonnières (cvs),a affiché une hausse de 7,4% au lieu 3,1% au deuxième trimestre de l’année précédente, en raison de la hausse des valeurs ajoutées des activités :   * du bâtiment et travaux publics de 6,7% au lieu de 3,6% ; * de l’électricité et eau de 8,9% au lieu d’une baisse 5,2%; * des industries de transformation de 6,9% au lieu de 2,6%;   et du ralentissement des activités de l’industrie d’extraction à 10,9% au lieu de 20%.  **La valeur ajoutée du secteur tertiaire,** de son côté, a enregistré une augmentation de son taux d’accroissement qui a passé de 4,2% le même trimestre de l’année précédente à 4,8% au cours de ce trimestre. Elle a été marquée par l’amélioration des activités :   * de l’hébergement et la restauration, avec 10,5% au lieu de 9,4%; * des services rendus par l’administration publique générale et la sécurité sociale, avec 4,8% au lieu de 3,9%; * du commerce et réparation de véhicules, avec 4,4% au lieu de 3,4% ; * de la recherche et du développement et des services rendus aux entreprises, avec 4,2% au lieu de 3,7%; * de l’information et la communication, avec 2,5% au lieu de 2,3% ; * des services immobiliers, avec 0,8% au lieu d’une baisse de 1,6%;   et du ralentissement des activités :   * des services de l’éducation, de la santé et des activités de l’action sociale à 5,7% au lieu de 6,4%; * du transport et entreposage à 4,3% au lieu de 7,9%;   De ce fait, la valeur ajoutée du secteur non agricole a connu une augmentation de 5,5% durant le deuxième trimestre 2025 au lieu de 3,8% une année auparavant.  Par ailleurs, La **valeur ajoutée du secteur primaire** a augmenté de 4,2% au deuxième trimestre 2025 après une baisse de 4,8% durant la même période de l’année 2024. Cette évolution est le résultat de la hausse de 4,7% de l’activité de l’agriculture au lieu d’une baisse de 4,4% une année auparavant et de la baisse de celle de la pêche de 7,7% au lieu d’une baisse de 12,4%.  Dans ce contexte, et compte tenu de l’accroissement des impôts sur les produits nets des subventions de 6,3% au lieu de 5%, **le Produit Intérieur Brut** en volume, corrigé des variations saisonnières, a affiché un accroissement de 5,5% au lieu de 3% le deuxième trimestre de l’année passée.  **Ralentissement du niveau général des prix**  Aux prix courants, le PIB a connu, au deuxième trimestre 2025, une hausse de 7,8%, au lieu de 6,9% une année auparavant, dégageant ainsi un ralentissement du niveau général des prix à 2,3% au lieu de 3,9% le même trimestre de l’année précédente.  **Forte hausse de la demande intérieure**  La demande intérieure a enregistré une hausse de 9,2% au deuxième trimestre 2025 au lieu de 6,6% la même période de l’année 2024, contribuant ainsi pour 9,9 points à la croissance économique nationale au lieu de 7,1 points.  L’investissement brut (formation brute de capital fixe ; variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeur) a enregistré une forte hausse de 18,9% au lieu de 14,3% la même période de l’année précédente, contribuant à la croissance de 5,6 points au lieu de 4 points.  La consommation finale des administrations publiques, de son côté, a connu une augmentation de son taux d’accroissement passant de 5,1% au deuxième trimestre 2024 à 6,5%, contribuant pour 1,2 point à la croissance économique au lieu de 0,9 point.  Par ailleurs, Les dépenses de consommation finale des ménages, de leur côté, ont affiché une hausse de 5,1% au lieu de 3,3% le même trimestre de l’année précédente, contribuant pour 3 points à la croissance contre 2 points.  **Contribution négative des échanges extérieurs**  Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services en volume ont enregistré une hausse de 15,7% au lieu de 13,6% la même période de l’année 2024, avec une contribution négative à la croissance de 7,9 points au lieu d’une contribution négative de 6,8 points. Les exportations ont affiché une augmentation de leur taux d’accroissement passant de 6,3% le deuxième trimestre 2024 à 8,5%, avec une contribution à la croissance de 3,6 points au lieu de 2,7 points le même trimestre de l’année dernière.  Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé, au deuxième trimestre 2025, une contribution négative à la croissance de 4,4 points au lieu d’une contribution négative de 4,1 points une année passée.  Aggravation du besoin de financement de l’économie  Avec une baisse des revenus nets reçus du reste du monde, de 0,9 % au lieu d’une hausse de 5,6 %, le revenu national brut disponible s’est accru, passant de 6,8 % au deuxième trimestre de l’année précédente à 7,2 % durant la même période de l’année 2025.  Compte tenu du ralentissement de la consommation finale nationale en valeur, qui a progressé de 5,9 % au lieu de 6,5 % un an auparavant, l’épargne nationale s’est établie à 29,3 % du PIB contre 28,4 % précédemment.  L’investissement brut, pour sa part, a atteint 32,5 % du PIB contre 30 % au cours du même trimestre de l’année précédente. Ainsi, le besoin de financement de l’économie nationale s’est aggravé, passant de 1,6 % du PIB à 3,2 %.  ***En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2025* :** |

